ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française, au journal officiel du Togo et inséré au bulletin officiel du ministre des colonies.

Fait à Paris, le 25 février 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Jacques STERN.

Régime financier des colonies

ARRETE N° 146 promulguant au Togo le décret du 29 février 1936 complétant l'article 179 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 29 février 1936 complétant l'article 179 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 29 février 1936 complétant l'article 179 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

Porto-Novo, le 3 avril 1936.

DESANTI.

RAPPORT

Au Président de la République Française,

Paris, le 29 février 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'article 53 de la loi du 13 avril 1898 et l'article 49 de la loi du 25 février 1901 ont donné la faculté à l'administration métropolitaine d'employer le concours des agents des postes pour la notification des sommations avec frais et commandements concernant les poursuites exercées pour le recouvrement des contributions directes assimilées et des amendes et condamnations pécuniaires.

Des dispositions analogues ont déjà été prises pour la colonie de Madagascar et dépendances, par décret du 26 janvier 1933. Certains chefs de colonies ayant demandé l'extension de cette mesure aux territoires qu'ils administrent, il a paru possible de l'inscrire dans un texte réglementaire général.

A cet effet, nous avons préparé, d'accord avec le garde des sceaux, ministre de la justice, et nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-joint qui tend à compléter l'article 179 du décret financier du 30 décembre 1912.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,
Jacques STERN.

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les lois, ordonnances et décrets organiques des colonies;
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'avis favorable du garde des sceaux, ministre de la justice;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 179 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies est complété ainsi qu'il suit :

« Le gouverneur aura également la faculté d'employer le concours des agents des postes pour la notification des sommations avec frais et des commandements concernant les contributions directes et taxes assimilées, ainsi que les amendes et condamnations pécuniaires dues par les européens et assimilés ».

ART. 2. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 février 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Jacques STERN.

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

Groupes de combat et milice privées Armes prohibées

ARRETE N° 143 promulguant au Togo les lois du 10 janvier 1936 sur : 1° les groupes de combat et milices privées; 2° le port des armes prohibées.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées;

Vu la loi du 10 janvier 1936 sur le port des armes prohibées;

Vu le télégramme ministériel n° 52 du 31 mars 1936;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont promulguées dans le territoire du Togo placé sous mandat de la France, les lois du 10 janvier 1936 sur :

- 1° — Les groupes de combat et milices privées,
- 2° — Le port des armes prohibées.

Porto-Novo, le 1er avril 1936.

DESANTI.

Le sénat et la chambre des députés ont adopté;

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit;

ARTICLE PREMIER. — Seront dissous, par décret rendu par le président de la République en conseil des ministres, toutes les associations ou groupements de fait :

- 1° — Qui provoqueraient à des manifestations armées dans la rue;

2° — Ou qui, en dehors des sociétés de préparation au service militaire agréées par le gouvernement, des sociétés d'éducation physique et de sport, présenteraient, par leur forme et leur organisation militaires, le caractère de groupes de combat ou de milices privées;

3° — Ou qui auraient pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou d'attenter par la force à la forme républicaine du gouvernement.

Le conseil d'Etat, saisi d'un recours en annulation du décret prévu par le premier alinéa du présent article, devra statuer d'urgence.

ART. 2. — Sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 16 à 5.000 frs. quiconque aura participé au maintien ou à la reconstitution directe ou indirecte de l'association ou du groupement visés à l'article 1^{er}. Les peines prévues à l'article 42 du code pénal pourront en outre être prononcées par le tribunal.

Si le coupable est un étranger, le tribunal devra en outre prononcer l'interdiction du territoire français.

ART. 3. — Les uniformes, insignes, emblèmes des associations et groupements ainsi maintenus ou reconstitués seront confisqués ainsi que toutes armes, tout matériel utilisé ou destiné à être utilisé par lesdits groupements ou associations.

Les biens mobiliers et immobiliers des mêmes associations et groupements seront liquidés dans les conditions de l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901.

ART. 4. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le sénat et par la chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 10 janvier 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*
Pierre LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Léon BÉRARD.

Le ministre de l'intérieur,
Joseph PAGANON.

Le sénat et la chambre des députés ont adopté;

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit;

ARTICLE PREMIER. — Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 1.000 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, des peines plus sévères prévues par la loi du 7 juin 1848, quiconque, au cours d'une manifestation ou à l'occasion d'une manifestation, au cours d'une réunion ou à l'occasion d'une réunion, aura été trouvé porteur d'une arme apparente ou cachée ou d'un engin dangereux pour la sécurité publique.

ART. 2. — Le tribunal devra prononcer, en outre, l'interdiction du territoire français contre tout étranger s'étant rendu coupable du délit visé à l'article 1^{er}.

ART. 3. — En cas de récidive, l'interdiction de séjour et l'interdiction des droits mentionnés à l'arti-

cle 42 du code pénal pourront être prononcées pour une durée de cinq ans au moins et de dix ans au plus.

ART. 4. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le sénat et par la chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 10 janvier 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*
Pierre LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Léon BÉRARD.

Le ministre de l'intérieur,
Joseph PAGANON.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Virement de crédits

ARRETE N° 536 portant virement de crédits à l'intérieur du chapitre XI budget local exercice 1935.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 203 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 7 septembre 1935 portant approbation des budgets du Togo, exercice 1935;

Vu les disponibilités budgétaires au titre du chapitre XI, article 1, 2, 4, 5 et 6;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé à l'intérieur du chapitre XI travaux publics budget local exercice 1935 le virement des crédits ci-après :

	à retrancher	à ajouter
Chapitre XI — 1 — 2 — Entretien des immeubles	5.900	
Chapitre XI — 2 — 1 — Entretien des routes locales	600	
Chapitre XI — 2 — Entretien des routes et ponts	400	
Chapitre XI — 4 — 3 — Prospection de l'eau	6.600	
Chapitre XI — 5 — 1 — Entretien terrain d'aviation	3.800	
Chapitre XI — 6 — 1 — Travaux imprévus	11.000	
Chapitre XI — 3 — 2 — Grosses réparations aux routes et ponts		28.300

ART. 2. — L'administrateur supérieur, ordonnateur délégué et le trésorier-payeur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Porto-Novo, le 26 novembre 1935

DESANTI.

Approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 22 décembre 1935.